

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEURET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

-المدرسة الوطنية العليا للفلاحة الحراش-الجزائر

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE EL HARRACH – ALGER

THESE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE DOCTORAT
EN SCIENCES AGRONOMIQUES

**L'ACCES DES AGRICULTEURS AU CREDIT BANCAIRE
D'INVESTISSEMENT (ETTAHAD) :
CAS DE LA WILAYA DE LAGHOUAT**

Présentée et soutenue publiquement

Par OUBRAHAM Farid

Devant un jury composé de :

DAOUDI Ali, Professeur, ENSA d'El Harrach	Président
BEDRANI Slimane, Professeur agrégé, ENSA d'El Harrach	Directeur de thèse
BENZIOUCHE Salah Eddine, Professeur, Université de Biskra	Examineur
SENOUSSI Abdelhakim, Professeur, Université de Ouargla	Examineur
KACI Achène, Professeur, ENSA d'El Harrach	Examineur
BOUZID Amel, Maitre de Recherche A, CREAD	Examineur

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2022 / 2023

Table des matières

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION ET PROBLEMATIQUE.....</u>	<u>1</u>
<u>CHAPITRE 1. EVOLUTION DES POLITIQUES DE FINANCEMENT AGRICOLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT EN VUE DE FAIRE FACE AU PROBLEME DU FAIBLE ACCES DES AGRICULTEURS AU CREDIT AGRICOLE : REVUE DE LA LITTERATURE.....</u>	<u>1</u>
<u>1.1. CONTEXTE ET ENJEUX DU FINANCEMENT AGRICOLE DANS LES PED.....</u>	<u>8</u>
<u>1.1.1. le contexte.....</u>	<u>8</u>
a. importance de l'agriculture.....	8
b. caractéristiques spécifiques de l'agriculture.....	8
c. asymétrie d'information.....	8
<u>1.1.2. les enjeux.....</u>	<u>9</u>
<u>1.2. LE FAIBLE ACCES AU CREDIT DES AGRICULTEURS AU CREDIT BANCAIRE DANS LES PED ET EN ALGERIE : ETAT DES LIEUX.....</u>	<u>11</u>
<u>1.2.1. etats des lieux du faible accès au crédit.....</u>	<u>11</u>
<u>1.2.2. les difficultés de financement de l'agriculture : une impossible alliance entre banques et agriculteurs ?.....</u>	<u>18</u>
<u>1.2.2.1. les exploitations agricoles du point de vue de la banque.....</u>	<u>19</u>
a) les risques inhérents à l'activité agricole sont nombreux et importants.....	20
b) faible niveau de bancarisation, d'inclusion financière des exploitations agricoles et absence de relation de long terme entre banque et exploitation agricole.....	21
c) absence de relation de long terme entre prêteurs-emprunteur.....	21
d) l'information asymétrique désavantage la banque.....	23
e) l'insuffisance d'organisation des exploitations agricoles.....	24
f) faiblesse ou absence de garanties réelles.....	25
g) rémunération du chef d'exploitation.....	25
h) les exploitations agricoles remboursent mal.....	26
i) règlement des litiges.....	26
<u>1.2.2.2. la banque vue par les exploitations agricoles.....</u>	<u>27</u>
a) ceux qui sollicitent le crédit bancaire.....	27
b) ceux qui ne sollicitent pas le crédit bancaire.....	27

Table des matières

<u>1.3. ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE FINANCEMENT POUR AMELIORER L'ACCES AU CREDIT DES AGRICULTEURS DES PED.....</u>	<u>30</u>
<u>INTRODUCTION : AGRICULTEURS ET ACCES AU FINANCEMENT : QUEL ROLE POUR L'ÉTAT ?.....</u>	<u>30</u>
<u>1.3.1. problématique du financement agricole et intervention de l'état : de l'ancien au nouveau paradigme de la finance rurale.....</u>	<u>31</u>
<u>1.3.1.1. l'approche développementaliste du financement agricole ou ancien paradigme de la finance rurale.....</u>	<u>32</u>
<u>1.3.1.2. approche bancaire du financement agricole ou nouveau paradigme de la finance rurale.....</u>	<u>36</u>
<u>1.4. L'AMELIORATION DE L'ACCES AU CREDIT AGRICOLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE ROLE ESSENTIEL DE LA BONIFICATION DES TAUX D'INTERETS ET DES FONDS DE GARANTIE.....</u>	<u>41</u>
<u>1.4.1. bonification des taux d'intérêts bancaires.....</u>	<u>42</u>
<u>1.4.2. le fonds de garantie agricole pour sécuriser les prêts bancaires : une solution de rapprochement banque-exploitant agricole ?.....</u>	<u>45</u>
<u>1.4.2.1. définition et intérêt d'un fonds de garantie.....</u>	<u>45</u>
<u>- le modèle de garantie dit « individuel ».....</u>	<u>47</u>
<u>- le modèle de garantie dit de portefeuille.....</u>	<u>48</u>
<u>- et enfin, le modèle de garantie par la médiation d'une organisation de microfinance.....</u>	<u>48</u>
<u>ii) limites des fonds de garantie.....</u>	<u>48</u>
<u>1.5. LA MICROFINANCE: UN PUISSANT OUTIL POUR L'INCLUSION FINANCIERE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....</u>	<u>50</u>
<u>1.5.1. définition et contexte d'apparition de la microfinance.....</u>	<u>51</u>
<u>1.5.1.1. définition du concept de microfinance.....</u>	<u>51</u>
<u>1.5.1.2. contexte d'apparition de la microfinance.....</u>	<u>52</u>
<u>i- pauvreté et exclusion financière.....</u>	<u>53</u>
<u>ii - le besoin de financements informels.....</u>	<u>53</u>
<u>iii - l'entrepreneuriat informel.....</u>	<u>53</u>
<u>iv - émergence de pionniers.....</u>	<u>53</u>
<u>v - développement des modèles de microfinance.....</u>	<u>53</u>
<u>vi - reconnaissance par les institutions internationales.....</u>	<u>53</u>
<u>1.5.1.3. acteurs et méthodes de fonctionnement de la microfinance.....</u>	<u>54</u>
<u>i - acteurs de la microfinance.....</u>	<u>54</u>

Table des matières

ii- modes de fonctionnement.....	54
iii- origine des fonds des imf.....	55
1.5.2. évolution historique de la microfinance.....	57
1.5.2.1. les débuts de la microfinance.....	57
1.5.2.2. l'essor de la microfinance.....	57
1.5.2.3. la diversification des services financiers.....	57
1.5.2.4. les enjeux de la commercialisation.....	58
1.5.3. impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté et autonomisation des femmes.....	58
1.5.4. défis et critiques.....	60
1.6. EXEMPLES DE RELATIVES REUSSITES DES PROGRAMMES DE CREDITS AGRICOLES DANS LES PED.....	62
1.6.1. le cas du mali : la banque rurale de développement du mali (brdm).....	62
1.6.2. le cas du kenya : programme de crédit agricole pour les petits exploitants (acp).....	62
1.6.3. le cas du rwanda : programme d'agriculture financière (paf).....	63
1.6.4 le cas du bangladesh : programme de crédit agricole (pca).....	63
1.6.5. le cas du nigeria : banque de l'agriculture (boa).....	64
1.6.6. le cas du pérou : fonds de garantie pour les petites exploitations agricoles (fogal).....	64
1.6.7. le cas du brésil: programme national de renforcement de l'agriculture familiale (pronaf).....	64
1.6.8. le cas de l'inde.....	66
1.7. L'EXPERIENCE ALGERIENNE EN MATIERE DE FINANCEMENT AGRICOLE DE 1962 A NOS JOURS.....	69
INTRODUCTION.....	69
1.7.1. période 1962-1986.....	72
1.7.1.1. la période 1962-1966.....	72
1.7.1.2. la période 1966-1982.....	72
i. les crédits à court terme.....	73
le secteur public.....	73
le secteur privé.....	73
ii. les crédits moyen et long terme.....	73
1.7.2. la période 1982-1986.....	74
1.7.2.1. création de la banque de l'agriculture et du développement rural.....	74

Table des matières

1.7.2.2. le financement de l'agriculture dans le cadre de la loi 83/18 portant accession à la propriété foncière agricole (apfa).....	75
i. le titre de propriété.....	76
ii. la durée des crédits et leur différé.....	76
iii. montants des crédits.....	76
iv. les taux d'intérêts.....	76
1.7.3. réforme de la politique de financement et modification des règles de financement après 1986.....	77
1.7.3.1. réformes bancaires et modification des règles de financement.....	78
i. la loi 86/12 du 19/08/1986 relative au régime des banques et du crédit.....	78
ii. loi de 1988 sur l'autonomie des banques.....	79
iii. loi sur la monnaie et le crédit et la poursuite des réformes.....	80
iv. adaptation des banques au nouvel environnement économique.....	82
restructuration des banques commerciales.....	82
règles prudentielles.....	82
v. place du financement agricole dans le cadre des réformes économiques.....	83
vi. effet de la loi 90/10 relative à la monnaie et au crédit sur le système financier.....	84
1.7.3.2. modernisation des procédures du système bancaires et ses implications sur le financement agricole.....	84
1.7.3.3. implications de ces nouvelles mesures sur le secteur agricole.....	85
i. évolution des taux d'intérêts appliqués au secteur agricole.....	85
ii. rééchelonnement et effacement des dettes des agriculteurs.....	86
1.7.3.4. mise en place du crédit agricole mutuel (cam) et de la société de leasing (salem).....	87
i. le crédit agricole mutuel (cam).....	87
ii. la société de leasing mobilier (salem).....	90
iii. crédit agricole mutuel et crédit-bail (leasing) : l'insolvabilité des agriculteurs.....	91
1.7.3.5. les crédits d'investissement <i>ettahadi</i> et de campagne <i>r'fig</i> tous deux bonifiés.....	93
i. contexte de mise en place des deux types de crédit.....	93
ii. caractéristiques des deux types de crédit et conditions d'accès.....	95
iii. caractéristiques et bénéficiaires des deux types de crédits.....	95
a. le crédit de campagne <i>r'fig</i>	95
b. le crédit d'investissement <i>ethaddi</i>	96
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	99

Table des matières

<u>CHAPITRE 2. MATERIEL ET METHODE : DONNEES DE BASES, ECHANTILLONNAGE, COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES.....</u>	<u>1</u>
<u>2.1. PRESENTATION DE L'ENQUETE DE TERRAIN.....</u>	<u>101</u>
<u>2.2. COLLECTE, TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES.....</u>	<u>104</u>
<u>2.2.1. l'enquête de terrain.....</u>	<u>104</u>
<u>2.2.2. l'enquête menée auprès de la banque de l'agriculture et du développement durable (badr).....</u>	<u>104</u>
<u>2.3. METHODE D'ANALYSE DES DONNEES DE L'ENQUETE.....</u>	<u>105</u>
<u>CHAPITRE 3. BESOINS ET SOURCES DE FINANCEMENT PRIVILEGIEES PAR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ENQUETEES.....</u>	<u>1</u>
<u>3.1. TAUX DE MISE EN VALEUR DES TERRES ET D'UTILISATION DU POTENTIEL EN TERRE : UN INDICATEUR DES BESOINS EN FINANCEMENT.....</u>	<u>108</u>
<u>3.2. IRRIGATION DES CULTURES.....</u>	<u>111</u>
<u>3.3. DESCRIPTION DES TRANSACTIONS DE CREDIT DANS LA ZONE D'ETUDE : LA BANQUE HORS ORBITE.....</u>	<u>114</u>
<u>3.3.1. le recours aux crédits bancaires classiques (non bonifiés).....</u>	<u>114</u>
<u>3.3.2. les crédits bancaires bonifiés : le crédit lié aux subventions pnda.....</u>	<u>118</u>
<u>3.3.3. le recours au financement informel.....</u>	<u>121</u>
<u>3.3.3.1. l'emprunt auprès des particuliers.....</u>	<u>121</u>
<u>3.3.3.2. l'association de production.....</u>	<u>123</u>
<u>3.3.3.3. le recours au crédit fournisseur.....</u>	<u>125</u>
<u>CHAPITRE 4. LE CONSTAT DU FAIBLE ACCES DES AGRICULTEURS AU CREDIT BANCAIRE BONIFIE.....</u>	<u>1</u>
<u>4.1. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES EXPLOITANTS DEMANDEURS DE CREDITS.....</u>	<u>128</u>
<u>4.2. ANALYSE DE LA DEMANDE DES CREDITS BONIFIES.....</u>	<u>129</u>
<u>4.3. RAISONS AVANCEES POUR EXPLIQUER LE NON RECOURS AUX CREDITS BONIFIES.....</u>	<u>131</u>

Table des matières

<u>4.4. CANAUX DE DIFFUSION DE L'INFORMATION LIEE A LA MISE EN PLACE DES CREDITS BONIFIES.....</u>	<u>132</u>
<u>CHAPITRE 5. LES CAUSES DU FAIBLE ACCES AU CREDIT AGRICOLE DANS LA WILAYA DE LAGHOUAT.....</u>	<u>1</u>
<u>5.1. CARACTERISTIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.....</u>	<u>138</u>
<u>5.1.1. absence d'informations concernant la gestion des exploitations agricoles.....</u>	<u>138</u>
<u>5.1.2. la faible bancarisation : un facteur qui ne favorise pas l'accès au crédit.....</u>	<u>139</u>
<u>i) niveau de bancarisation des exploitants.....</u>	<u>139</u>
<u>ii) ouvertures de comptes bancaires.....</u>	<u>139</u>
<u>iii) mouvements du compte bancaire et utilisation du chèque comme instrument de paiement.....</u>	<u>144</u>
<u>iv) modes de paiement des subventions destinées aux exploitants.....</u>	<u>145</u>
<u>5.1.3. les assurances agricoles : un outil puissant au service des banques et de la préservation de l'outil de production.....</u>	<u>148</u>
<u>5.1.3.1. assurances des biens des exploitants.....</u>	<u>149</u>
<u>5.1.4. le fonds de garantie contre les calamités agricoles (fgca).....</u>	<u>151</u>
<u>5.2. ANALYSE DES RELATIONS BILATERALES ENTRE LES PARTENAIRES A L'ECHANGE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE BONIFICATION : LOGIQUE DE LA BADR ET SES EFFETS SUR L'ACCES AU CREDIT DES EXPLOITANTS AGRICOLES.....</u>	<u>152</u>
<u>5.2.1. analyse de la relation madr-badr : une relation d'agence.....</u>	<u>152</u>
<u>5.2.1.1. aperçu général de la relation d'agence madr-badr : rappel des hypothèses</u>	<u>152</u>
<u>5.2.1.2. analyse des conventions établies entre madr-badr : comparaison des deux conventions <i>r'fig</i> et <i>ettahadi</i>.....</u>	<u>156</u>
<u>5.2.2. analyse de la relation cgci-badr et sécurisation des crédits par le fonds de garantie agricole (fga) : quels effets sur les décisions de la badr ?.....</u>	<u>162</u>
<u>5.2.2.1. mise en place et caractéristiques du fga.....</u>	<u>163</u>
<u>i) adhésion au fga.....</u>	<u>164</u>
<u>ii) caractéristiques de la garantie.....</u>	<u>164</u>
<u>iii) mise en jeu de la garantie.....</u>	<u>165</u>
<u>a) survenance et déclaration du sinistre.....</u>	<u>165</u>
<u>b) constitution du dossier d'indemnisation.....</u>	<u>166</u>
<u>c) déchéance de la garantie.....</u>	<u>166</u>
<u>5.2.2. résultats de la relation de garantie des crédits cgci-badr.....</u>	<u>166</u>

Table des matières

<u>5.3. ACCES AU CREDIT : LOGIQUE DE LA BADR.....</u>	<u>169</u>
<u>5.3.1. analyse descriptive des résultats de la demande des deux types de crédit : faible demande et faible accès.....</u>	<u>169</u>
<u> 1. une faible demande de crédit.....</u>	<u>172</u>
<u> 2. un faible taux d'accès au crédit.....</u>	<u>172</u>
<u>5.3.2. analyse descriptive des résultats de la demande de crédits en fonction des montants sollicités.....</u>	<u>172</u>
<u>5.3.3. analyse descriptive des résultats de la demande de crédits en fonction des délais de notification.....</u>	<u>174</u>
<u> 5.3.3.1. procédures liées au traitement des dossiers de crédit.....</u>	<u>174</u>
<u> 5.3.3.2. allongement des délais et coûts induits par la demande de crédits.....</u>	<u>176</u>
<u> 5.3.3.3. illustration à l'aide d'un exemple pratique explicatif de la procédure de demande du crédit <i>ettahadi</i>.....</u>	<u>178</u>
<u> i) demande du crédit <i>ettahadi</i> et longueur des procédures.....</u>	<u>179</u>
<u> ii) évaluation du coût du crédit bonifié.....</u>	<u>181</u>
<u> iii) demande du crédit <i>r'fig</i>.....</u>	<u>183</u>
<u>5.4. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE REMBOURSEMENT DES CREDITS.....</u>	<u>183</u>
<u>5.5. STRATEGIE ADOPTEE PAR LA BADR POUR LIMITER LA DISTRIBUTION DE CREDIT.....</u>	<u>184</u>
<u>5.6. DETERMINANTS DE L'ACCES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES AU CREDIT.....</u>	<u>186</u>
<u>CONCLUSION.....</u>	<u>1</u>
<u>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</u>	<u>197</u>

Résumé

Résumé

En Algérie, l'agriculture constitue un pilier économique et social important. Elle crée des emplois, fournit les produits alimentaires, contribue à la formation du PIB et à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays devenue un enjeu de souveraineté nationale. Cependant, les exploitations agricoles algériennes demeurent confrontées à d'importantes difficultés de financement. Et parce que beaucoup d'exploitants agricoles sollicitent et/ou accèdent peu au crédit bancaire, ils éprouvent d'énormes difficultés à acquérir les intrants nécessaires pour mener les campagnes agricoles dans de bonnes conditions et ont encore plus de difficultés à investir. Cela se traduit dans les faits par une sous-capitalisation des exploitations agricoles qui, à son tour, se traduit par la faiblesse des rendements qui s'éloignent de leurs niveaux potentiels, ce qui hypothèque leur développement et leur modernisation. Les difficultés d'accès des agriculteurs au crédit bancaire est due en grande partie à aux risques liés à l'activité agricole (climat, maladie et marché), mais aussi à l'indisponibilité d'informations fiables sur leur situation financière et à leur faible taux de remboursement.

Cette situation est d'autant plus problématique dans la mesure où, jusqu'à présent, l'Etat lui-même s'avère toujours incapable d'apporter des solutions satisfaisantes et durables. Pour relever ce défi, dans un contexte international particulier marqué par la crise alimentaire mondiale survenue entre 2007 et 2008, l'Etat a revisité l'usage de la bonification des taux d'intérêts bancaires en mettant en place en 2011 le crédit d'investissement bonifié appelé Ettahadi et en créant le Fonds de Garantie Agricole (FGA). L'objectif étant de susciter la demande de financement de la part des agriculteurs et d'impliquer davantage la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) dans le financement du plus grand nombre d'agriculteurs.

L'objectif principal de cette thèse qui porte sur l'accès des agriculteurs aux crédits bancaires d'investissement dans la wilaya de Laghouat est d'évaluer l'effet de la bonification et du FGA sur la demande de financement et l'accès des agriculteurs au crédit bonifié. Pour se faire, une enquête de terrain auprès d'un échantillon représentatif d'agriculteurs de la wilaya de Laghouat a été menée et les données de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) succursale de Laghouat ainsi que la convention de financement établie entre le Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (MADR) et la BADR ont été analysées. Les principaux résultats auxquels le travail a abouti montrent que :

- les motifs religieux (Ribaa) et les lourdeurs administratives induisant des coûts de transaction élevés ont été déterminants et expliquent, en grande partie, le faible recours des agriculteurs à ce type de crédit ;

- les risques liés à l'activité agricole, la faible bancarisation des agriculteurs, la faiblesse des garanties, l'absence d'informations fiables et vérifiables concernant les exploitations agricoles et l'absence de contrôle par le MADR sur l'activité « crédit

Résumé

agricole » de la BADR sont, quant à eux, des facteurs qui ont été à l'origine de la limitation de l'accès des agriculteurs au crédit par la BADR.

Mots clés : Crédit Agricole, bonification, asymétrie d'information, intervention publique, Laghouat.

Abstract

In Algeria, agriculture constitutes an important economic and social pillar. It generates employment, provides food products, contributes to the formation of the GDP, and enhances the country's food security, which has become a matter of national sovereignty. However, Algerian agricultural farms continue to face significant financing difficulties. Because many farmers have limited access to bank credit, they encounter enormous challenges in acquiring the necessary inputs to conduct agricultural campaigns under favorable conditions and face even greater difficulties in making investments. In practice, this results in undercapitalization of agricultural farms, which, in turn, leads to lower yields that fall below their potential levels, thereby jeopardizing their development and modernization.

Farmers' difficulties in accessing bank credit are largely due to risks associated with agricultural activities (climate, disease, and market), as well as the unavailability of reliable financial information about their situation and their low repayment rates.

This situation is even more problematic since, up to the present, the government itself has proven unable to provide satisfactory and sustainable solutions. To address this challenge, in a specific international context marked by the global food crisis that occurred between 2007 and 2008, the government revisited the use of interest rate subsidies by implementing the subsidized investment credit program known as "Ettahadi" in 2011 and establishing the Agricultural Guarantee Fund (FGA). The objective was to stimulate financing demand from farmers and involve the Agricultural and Rural Development Bank (BADR) more actively in financing a larger number of farmers.

The main objective of this thesis, which focuses on farmers' access to investment bank loans in the Laghouat province, is to assess the effect of interest rate subsidies and the FGA on financing demand and farmers' access to subsidized credit. To achieve this, a field survey was conducted among a representative sample of farmers in the Laghouat province, and data from the Agricultural and Rural Development Bank (BADR) branch in Laghouat, as well as the financing agreement established between the Ministry of Agriculture and Rural Development (MADR) and BADR, were analyzed.

The main results obtained from this work indicate that :

- Religious reasons (Ribaa) and administrative burdens inducing high transaction costs were decisive and largely explained farmers' limited use of this type of credit.
- Risks associated with agricultural activities, low banking penetration among farmers, weak collateral, the absence of reliable and verifiable information about agricultural farms, and the lack of control by MADR over BADR's "agricultural credit" activity are factors that have limited farmers' access to credit from BADR.

Résumé

Keywords : Crédit Agricole, interest rate subsidy, information asymmetry, public intervention, Laghouat.

ملخص :

تشكل الزراعة في الجزائر ركيزة اقتصادية واجتماعية هامة. فهي يخلق فرص العمل، وتوفير المنتجات الغذائية، وتساهم في تكوين الناتج المحلي الإجمالي وتحسين الأمن الغذائي للبلاد الذي أصبح مسألة سيادة وطنية. ومع ذلك، لا تزال المزارع الجزائرية تواجه صعوبات تمويلية كبيرة. ولأن العديد من المزارعين يطلبون و/أو لا تتوفر لديهم إمكانية الحصول على الائتمان المصرفي، فإنهم يواجهون صعوبات هائلة في الحصول على المدخلات اللازمة لتنفيذ الحملات الزراعية في ظروف جيدة ويواجهون صعوبة أكبر في الاستثمار. ويترجم هذا عملياً إلى نقص رأس المال في العمليات الزراعية، مما يؤدي بدوره إلى انخفاض الغلات التي تتحرف عن مستوياتها المحتملة، مما يعرض للخطر تطويرها وتحديثها. وترجع الصعوبات التي يواجهها المزارعون في الحصول على الائتمان المصرفي إلى حد كبير إلى المخاطر المرتبطة بالنشاط الزراعي (المناخ والأمراض والسوق)، ولكنها ترجع أيضاً إلى عدم توفر معلومات موثوقة عن وضعهم المالي وضعف معدل السداد لديهم.

ومما يزيد من إشكالية هذا الوضع أن الدولة نفسها، حتى الآن، لا تزال غير قادرة على تقديم حلول مرضية ودائمة.

ولمواجهة هذا التحدي، وفي سياق دولي خاص تميز بأزمة الغذاء العالمية التي حدثت بين عامي 2007 و2008 أعادت الدولة النظر في استخدام أسعار الفائدة المصرفية المدعومة من خلال تنفيذ الائتمان الاستثماري وصندوق الضمان الفلاحي في عام 2011 والهدف هو تحفيز الطلب على التمويل من المزارعين وزيادة إشراك بنك الزراعة والتنمية الريفية في تمويل أكبر عدد من المزارعين.

الهدف الرئيسي من هذه الأطروحة، التي تركز على حصول المزارعين على القروض البنكية الاستثمارية في ولاية الأغواط، هو تقييم فعالية تدعيم أسعار الفائدة وصندوق الضمان الفلاحي على الطلب على التمويل ووصول المزارعين إلى الائتمان الاستثماري المدعم. وللقيام بذلك، تم إجراء مسح ميداني لعينة تمثيلية من المزارعين من ولاية الأغواط وتم تحليل كل من بيانات بنك الفلاحة والتنمية الريفية فرع الأغواط واتفاقية التمويل المبرمة بين وزارة الفلاحة والتنمية الريفية (MADR) وبنك الفلاح والتنمية الريفية (BADR). وتبين النتائج الرئيسية التي توصل إليها العمل أن:

- الأسباب الدينية (الربا) والأعباء الإدارية التي أدت إلى ارتفاع تكاليف المعاملات كانت حاسمة وتفسر إلى حد كبير عدم لجوء المزارعين إلى هذا النوع من الائتمان.

- المخاطر المرتبطة بالنشاط الفلاحي وعدم وجود العلاقة المصرفية بين المزارعين والبنك وضعف الضمانات وغياب المعلومات الموثوقة والقابلة للتحقق فيما يتعلق بالعمليات الفلاحية وغياب رقابة وزارة الزراعة على نشاط "الائتمان الفلاحي" لبنك بدر ومن جانبهم، العوامل التي كانت السبب وراء الحد من حصول المزارعين على الائتمان من قبل BADR.